

## LES ARCHITECTES INTERPELLENT LE GOUVERNEMENT : GÉRER LA CRISE ET ANTICIPER UN PLAN DE RELANCE

Dans les semaines à venir, nous devons assurer une activité qui maintienne nos agences à flots.

Simultanément, nous devons affronter des situations ubuesques qui vont s'amplifier dans les prochains jours :

- **Chantiers à l'arrêt ou très fortement ralentis** avec pour conséquence **peu ou pas d'honoraires** en raison de la facturation à l'avancement des travaux ;
- **Cessation de prises de décision** de nos maîtres d'ouvrage publics et privés sur l'ensemble de nos études, bloquant l'évolution de nos projets en cours. Il nous est donc **impossible de facturer**, notamment pour les marchés privés de logements où une partie des honoraires n'est généralement réglée qu'à l'obtention d'un PC purgé de tout recours.
- Dans beaucoup de communes, arrêts des dépôts et de l'instruction des autorisations d'urbanisme avec impossibilité de déposer des pièces complémentaires ;
- **Prolongation des délais de réponse** pour les appels d'offres de maîtrise d'œuvre en cours, très peu de nouvelles consultations lancées, jury de concours reportés ou annulés ;
- Consultations d'entreprises et commissions d'attribution ajournées avec pour conséquence le **report des démarrages de chantier** de plusieurs semaines voire plusieurs mois ;
- Fermeture de nombreuses agences de Bureaux de Contrôles ou de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé,
- **Difficulté de gérer le télétravail** pour de nombreuses agences car les ordinateurs domestiques de nos collaborateurs sont inadaptés et inopérants sur un réseau internet saturé et de qualité incertaine dans certaines zones.

Toute la chaîne de construction est impactée pour de longs mois : maîtrise d'œuvre (architectes et bureaux d'études), maîtres d'ouvrage publics et privés, entreprises, et fournisseurs qui verront les opérations s'étaler dans le temps et les encaissements retardés.

Comment alors envisager une reprise rapide de l'activité en sortie de crise ?

Nous sommes aujourd'hui très inquiets des conséquences de ces événements imprévisibles, brutaux qui entraînent de fortes difficultés pour nos agences et fragilisent leur exploitation.

Ces difficultés ne cesseront pas avec la fin du confinement.

Chaque jour qui passe affaiblit nos structures et confirme nos craintes sur les difficultés de la reprise.

Le décalage inhérent à notre profession entre la production et l'encaissement peut rarement excéder un mois ; ce temps de confinement sera très long à absorber pour nos trésoreries et fait craindre de graves difficultés pour nos entreprises bien après la reprise de l'activité.

L'Unifa, Union des Architectes, demande au Gouvernement d'agir :

- **Pour assurer, sans rupture, le service public et établir un service minimum sur tout le territoire** (Architectes des Bâtiments de France, Services instructeurs, commissions d'accessibilité, de sécurité, Commission Départementale d'Aménagement Commercial, traitement des factures sur les marchés publics, ... , etc.) **avec la possibilité de dépôt dématérialisé des demandes d'autorisations d'urbanisme.**
- **Pour la poursuite par les maîtres d'ouvrage publics de leurs calendriers d'appels d'offres sans interruption**, tant pour les études de conception, que pour les marchés de travaux.
- **Pour encourager et inciter les maîtres d'ouvrage privés à pratiquer des comportements identiques à ceux des maîtres d'ouvrage publics.**
- **Pour le maintien de la chaîne des paiements par l'ensemble de la maîtrise d'ouvrage** comme nous le faisons en continuant à viser les situations d'entreprises.
- **Pour garantir que la profession ne subisse aucune pénalité de retard sur des chantiers fermés ou ralentis par la pandémie et que nos maîtres d'ouvrage actualisent nos contrats en intégrant les retards de chantiers consécutifs aux effets de la crise.**

Nous sollicitons de notre tutelle, le Ministère de la Culture, un soutien indéfectible et bienveillant pour accompagner, par son aide, la profession dans ses épreuves actuelles et son activité future.

Jean-Michel WOULKOFF  
Président